

Ouverture complète du marché laitier : Le Conseil fédéral mène une politique contre le secteur agroalimentaire suisse

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF- Suisse) critique vivement l'ouverture de la ligne blanche prévue par le Conseil fédéral. Cette position va à l'encontre des intérêts du secteur agroalimentaire suisse. Le Conseil fédéral reste fidèle au dogme de la libéralisation et met ainsi en danger l'économie laitière. Cette dangereuse évolution devra être impérativement corrigée par le Parlement.

Contre l'avis presque unanime de la branche

La recommandation du Conseil fédéral d'ouvrir la « ligne blanche » se fait contre l'avis pratiquement unanime de la branche. L'enquête menée par l'OFAG auprès des acteurs s'est faite de manière sélective. Les voix critiques, dont l'ASSAF- Suisse fait partie, n'ont pas été associées à l'enquête. En septembre 2013, une étude de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) a démontré les conséquences négatives d'une ouverture de la ligne blanche, non seulement pour les producteurs laitiers mais pour toute l'industrie laitière suisse. La HAFL avait évalué une chute du prix du lait payé aux producteurs de 16.5 centimes, avec des frais de production qui resteraient identiques. Selon l'étude de la HAFL, l'ouverture de la ligne blanche conduirait aussi à un fort redimensionnement de l'industrie laitière.

Des transformateurs se sont exprimés contre l'ouverture de la ligne blanche. Déjà en automne 2013, le président du conseil d'administration d'Emmi avait pris position contre l'ouverture. Malgré ces signaux clairs de la branche, le Conseil fédéral persiste et signe. L'ASSAF- Suisse critique vivement cette position qui nuit aux intérêts économiques du secteur agroalimentaire suisse.

Aucune pression internationale

L'ASSAF- Suisse relève qu'aucune pression internationale ne pousse actuellement la Suisse à réaliser cette ouverture. En 2015, l'Union européenne s'apprête à supprimer les quotas laitiers. Cette libéralisation augmentera la pression sur le prix du lait. Le moment est donc très mal choisi pour ouvrir nos frontières au lait européen.

Mesures de compensation de revenu : un leurre

L'ASSAF- Suisse critique vivement les mesures de compensation de revenu envisagées. Ces mesures mettraient en question la production fromagère en Suisse, un fleuron de notre agriculture. En effet, le Conseil fédéral prévoit d'utiliser les moyens financiers affectés à la prime pour le lait transformé en fromage pour verser une prime de compensation à la surface fourragère. D'autre part, tous les scénarios envisagés se soldent par une perte sèche pour les producteurs de lait.

Corrections immédiates à apporter

L'ASSAF- Suisse est prête à mettre tous les moyens démocratiques en œuvre pour corriger rapidement la marche du Conseil fédéral. Elle est persuadée que les parlementaires fédéraux seront sensibles aux besoins du secteur laitier. L'ASSAF- Suisse estime que cette correction doit intervenir rapidement car le secteur laitier nécessite de conditions cadres stables et d'une sécurité de planification pour l'avenir.

Lausanne, le 14 mai 2014

*Renseignements : Walter Willener, Président ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 689 31 06
David Rüetschi, Secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 677 82 12*